

*Dans tous les pays, la réforme prendra du temps et doit donc commencer rapidement.*



La concurrence pour les ressources en eau douce est de plus en plus forte à cause de la demande croissante, de la plus grande variété d'utilisations et d'utilisateurs, de l'épuisement de certaines ressources en eau et de la perte d'autres ressources à cause de la pollution.

Cependant, le point de vue exprimé dans la *Vision mondiale pour l'eau : faire de l'eau l'affaire de tous* (Cosgrove et Rijsberman 2000) est que tous les usages pourraient être assurés dans le futur, sans épuiser le capital naturel de la planète, si tout le monde s'engageait à améliorer la gestion de l'eau.

Les hommes politiques et les décideurs doivent initier le changement. Il faudrait commencer par créer un environnement de gestion qui permet l'émergence de nouveaux outils, institutions et capacités.

De nombreux pays ont déjà commencé à ajuster leurs approches par rapport à l'eau, en introduisant la décentralisation et la participation, et la responsabilisation des communautés et des groupes d'utilisateurs. La gestion de l'eau

demande des définitions claires de la propriété de l'eau, de son utilisation, et des responsabilités envers la pollution. Elle exige une prise de décision transparente et participative sur les investissements, le recouvrement des coûts, et la fourniture de services. Par dessus tout, elle réclame une responsabilité financière effective, et la mise en œuvre des mécanismes qui donnent une possibilité d'expression et de choix aux utilisateurs et aux sociétés.

Cependant, les problèmes financiers restent souvent irrésolus, les approches restent sectorielles et l'investissement souvent inadapté. Le défi d'améliorer la gestion de l'eau est particulièrement décourageant dans des pays ayant des institutions faibles et une corruption endémique. Des pays qui manquent d'un bon système éducatif sont aussi sévèrement désavantagés. Dans tous les pays, la réforme prendra du temps et doit donc commencer rapidement. Le dialogue, le débat, et l'échange d'expériences à tous les niveaux vont aider à guider le processus dans la bonne direction et lui permettre de continuer.

### Situation actuelle

Dans de nombreux pays, les systèmes de gestion de l'eau ont peu changé ces dernières décennies, malgré la croissance énorme de la population et la prise de conscience accrue de la dégradation des écosystèmes. Les problèmes de gestion de l'eau incluent :

- Un manque de stratégies nationales pour le développement de l'eau, en partie dû à une mauvaise compréhension des facteurs qui l'empêchent,
- Une gestion fragmentée des activités utilisant l'eau,
- Une gestion en général centralisée,
- Une prise de conscience limitée au niveau des hommes politiques et du public en général sur les questions d'eau,
- Une corruption endémique,
- Des institutions incompétentes,
- L'échec d'impliquer toutes les parties prenantes à la prise de décisions et à la gestion,
- Une pénurie sévère de compétences pour gérer les ressources en eau et fournir les services liés à l'eau.

Chacun de nous devrait se projeter en gestionnaire de l'eau.  
—Inde

*Peu de pays ont des institutions de l'eau adaptées à une gestion efficace et équitable.*

### Prise de conscience insuffisante de l'importance de l'eau

Les secteurs EESAB (approvisionnement en eau et assainissement, énergie, santé, agriculture, et biodiversité) sont abordés individuellement dans les chapitres 7 à 11 de ce rapport, et sont centraux pour réduire la pauvreté et faire avancer le développement socio-économique. Compte tenu de l'importance de l'eau dans ces secteurs, une gestion raisonnée de l'eau est essentielle à la planification et à la prévision budgétaire au niveau national. Cependant, cela se produit rarement dans les pays en voie de développement :

- L'analyse des effets sur la pauvreté des interventions en matière d'eau est déficiente, rendant difficile la stimulation des efforts dans ce secteur,
- Différents sous-secteurs de l'eau - approvisionnement en eau et assainissement, irrigation, écosystèmes - ne sont pas arrivés à former les alliances fortes nécessaires pour attirer collectivement les investissements pour l'eau,
- Les personnes compétentes pouvant plaider pour l'eau sont rares, et le secteur a peu de relations avec les ministres et autorités locales responsables de la planification et des choix de priorités.

De plus, la planification et les prévisions budgétaires nationales n'arrivent pas à prendre en compte les dégradations potentielles du niveau de vie et du développement socio-économique, que représentent les risques liés au climat et les maladies liées à l'eau. Le pouvoir qu'a l'eau d'améliorer la coopération internationale n'est pas apprécié à sa juste valeur, ni la valeur considérable et irremplaçable des services rendus par les écosystèmes. Ainsi les nombreuses valeurs de l'eau ne sont pas pleinement reconnues (voir chapitre 1).

### Institutions et approches désuètes

Peu de pays ont des institutions de l'eau adaptées à une gestion efficace et équitable. La plupart des institutions sont ancrées dans la culture anachronique d'une gestion centralisée, et basée sur l'offre à fournir, et les services à rendre, avec des approches fragmentées par sous-secteurs. Peu de responsables de l'eau voient l'eau de façon holistique, comme centrale au développement. Et les scientifiques et les ingénieurs ont rarement les compétences nécessaires pour travailler avec les communautés.

### Défis financiers décourageants

Les prix bas de l'eau et le recouvrement limité des coûts compromettent le fonctionnement et l'entretien de toutes sortes de systèmes de distribution. Les prix bas encouragent aussi le gaspillage et une mauvaise allocation des fonds. Les investissements pour l'eau sont généralement perçus comme offrant de faibles retours sur de longues périodes, et un financement insuffisant conduit à un entretien médiocre et au vieillissement des infrastructures (voir chapitre 6).

### Des connaissances et des données inadaptées

Le manque d'informations et de données sur une gestion raisonnée de l'eau est un sérieux problème, et est exacerbé par des investissements en baisse dans les systèmes de gestion de l'eau au niveau national. Les connaissances sur les eaux souterraines sont particulièrement inadaptées. De nombreux responsables de l'eau semblent ne pas être au courant des compétences croissantes, qui permettent de prévoir de façon crédible les effets des changements de climat sur les ressources en eau. On a de plus en plus d'expérience pour résoudre les problèmes d'eau dans les pays en voie de développement - mais ces informations ne sont pas suffisamment partagées dans le monde entier.

*Tous les gouvernements doivent reconnaître le rôle central que l'eau joue dans la réduction de la pauvreté et dans l'avancement du développement socio-économique.*

### De vieux problèmes - toujours sans solutions

Les défis en matière de gestion et de financement s'appliquent à tous les sous-secteurs de l'eau et sont traités dans la section 1 du rapport. La section 2 se focalise sur les problèmes opérationnels pour chaque sous-secteur. Certains de ces problèmes opérationnels sont inquiétants car ils touchent tous les sous-secteurs et ne sont toujours pas résolus - alors qu'ils existent depuis des décennies. Parmi les plus pressants, qui sont discutés dans ce chapitre, il y a la mauvaise gestion des infrastructures, la faible efficacité de l'utilisation de l'eau, et la pollution de l'eau. La sensibilisation à ces problèmes devrait augmenter, et les institutions de l'eau devraient être encouragées à les résoudre.

### Leçons récentes sur la réforme de l'eau

On a beaucoup appris ces dernières années sur les réformes du secteur de l'eau :

- Il s'agit de réformes de deuxième et troisième génération, suivant souvent une réforme du secteur de l'énergie, et coïncidant fréquemment avec une libéralisation politique et économique. Des réformes dans d'autres secteurs sont souvent le déclencheur d'une réforme de l'eau.
- Les réformes devraient être stimulées par les hommes politiques, les communautés et/ou des groupes de pression politiques, ayant un esprit de réforme, et ayant reçu des conseils et l'accès aux meilleures pratiques internationales.
- On devrait aider les hommes politiques et les fonctionnaires à comprendre l'importance des réformes, en leur prodiguant des conseils, et leur donnant accès en temps utile aux meilleures pratiques internationales.
- Conseiller et investir dans les pays qui sont le plus tournés vers les réformes, encourage les autres pays à les suivre.
- Le pays qui s'engage dans une réforme doit se fixer un planning pour celle-ci.

### Ce qu'il faut faire

Tous les gouvernements doivent reconnaître le rôle central que l'eau joue dans la réduction de la pauvreté et dans l'avancement du développement socio-économique. Ils doivent aussi reconnaître le besoin de gestion intégrée des ressources en eau, qui fait la promotion d'un développement et d'une gestion de l'eau, des terres, et des ressources en eau, coordonnés et durables, pour maximiser un développement économique et social équitable. La gestion intégrée des ressources en eau doit s'appliquer en repensant complètement les institutions de gestion de l'eau - et en plaçant les populations au centre du processus.

Le plan de mise en œuvre développé au Sommet Mondial 2002 sur le Développement Durable propose que la gestion intégrée des ressources en eau et des plans d'efficacité de l'eau soient développés d'ici 2005, avec un soutien apporté aux pays en voie de développement à tous les niveaux (Nations Unies 2002). De plus, les pays devraient exploiter le potentiel que l'eau leur procure pour améliorer la coopération et les relations entre pays riverains - particulièrement une collaboration dans la gestion de l'eau et le développement des infrastructures.



*Les approches de la gestion de l'eau, doivent se transformer en efforts incorporés dans les stratégies et les décisions budgétaires nationales.*

### **Intégrer la gestion de l'eau dans la planification et les prévisions budgétaires nationales**

Les gestionnaires de l'eau doivent reconnaître les menaces et les opportunités potentielles que les changements de climat présentent pour les communautés et les ressources en eau (voir chapitre 5); ils doivent aussi se concentrer sur les investissements dans des infrastructures conçues pour réduire la pauvreté et accélérer le développement socio-économique, et prendre des mesures qui répondent aux besoins en eau des communautés, de l'agriculture et de l'industrie, aussi bien que la protection à long terme des écosystèmes.

### **Réformer les institutions de l'eau**

Les approches de la gestion de l'eau, fragmentées par sous-secteurs, doivent se transformer en efforts intégrés - basés sur un large accord international - qui cherche à :

- Développer des politiques efficaces de l'eau et des programmes d'actions dans chaque pays,
- Créer un mécanisme dans chaque pays - qui peut être un conseil national de l'eau - pour superviser la réforme de l'eau et assurer sa coordination, et encourager la création d'organisations de bassins versants et d'autres organisations décentralisées,

- Mettre les population au centre du processus, en passant à des approches de réponses aux attentes, en valorisant le potentiel des communautés et en impliquant les utilisateurs - y compris les femmes - dans la planification, et le fonctionnement, tout en développant leur capacité d'adaptation.
- Améliorer les services rendus en matière d'eau en ouvrant le secteur à tout un éventail de prestataires de services - petits et grands, publics et privés - et en s'assurant qu'ils sont autonomes, qu'ils respectent les règlements, et qu'ils sont responsables financièrement,
- Etablir des cadres favorisant une utilisation et une préservation de l'eau, efficaces, équitables et durables, en faisant la promotion d'une gestion participative orientée vers les écosystèmes,
- Etablir des cadres pour une utilisation des eaux partagée au bénéfice de tous. Bien que les ressources en eau nationales et transfrontalières posent des défis différents, beaucoup de leurs besoins en gestion sont les mêmes.
- Améliorer les structures et les institutions de gestion par la formation et le renforcement des compétences, suivis d'évaluations systématiques.

Ces efforts devraient suivre les principes suivants :

- Responsabilité financière - en gestion de l'eau, préservation, et fourniture du service,
- Participation de toutes les parties prenantes - qu'elles soient privées ou publiques, communautaires, ou organisations non gouvernementales (ONG), avec une attention spéciale aux problèmes des femmes et des personnes pauvres,
- Prévisibilité - dans toutes les lois et règlements, appliquée avec justesse et cohérence,
- Durabilité financière - par le recouvrement à la fois des coûts opérationnels et d'investissements,
- Transparence - des politiques, règlements, règles et décisions, avec une information disponible pour le public,
- Subsidiarité - délégation de la responsabilité et de l'autorité pour la gestion de l'eau au niveau le plus bas possible (à savoir, le plus petit niveau ayant la capacité et les ressources financières pour assumer les tâches requises).

*Les ressources en sols et en eau devraient être gérées au niveau du bassin pour maximiser et partager les bénéfices.*



### Renforcer la gestion des bassins et des eaux souterraines

La décentralisation implique de gérer les eaux de surface au niveau des bassins versants avec l'implication de toutes les parties prenantes. Les ressources en sols et en eau devraient être gérées au niveau du bassin pour maximiser et partager les bénéfices.

Les nappes souterraines représentent une énorme ressource en eau. Par exemple, le volume total des eaux souterraines est bien plus important que l'eau qui coule annuellement dans toutes les rivières du monde. Mais toutes les nappes phréatiques ne sont pas renouvelables, et certaines ne peuvent se renouveler que sur de longues périodes. Les aquifères sont des roches poreuses (telles que des couches profondes de graviers ou de sables) qui contiennent de l'eau. Ils peuvent agir en interaction avec les rivières, les zones humides et les mers autour des zones côtières.

Parce qu'une couche de sol et de roche la protège des impacts humains directs, une grande partie de l'eau souterraine est de bonne qualité et potable. Mais de plus en plus d'aquifères - principalement les plus superficiels, qui sont les plus accessibles et ainsi les plus utilisés - sont trop pollués pour une utilisation sûre. Et dans certaines zones, la surexploitation des eaux souterraines a conduit à un affaissement de la surface du sol. Même après que tous les impacts négatifs aient

été stoppés, cela pourrait prendre des centaines d'années pour que les aquifères se rétablissent.

Il se peut que certaines zones désertiques aient de grands volumes d'eau inutilisée en sous-sol. De plus, des eaux saumâtres peuvent être utilisables pour l'agriculture, et être plus appropriées pour la désalinisation que l'eau de mer. Les eaux souterraines profondes peuvent aussi fournir une énergie géothermale. Par conséquent, les eaux souterraines sont une ressource potentielle considérable pour le développement - mais une ressource très fragile, dont la protection nécessite des précautions spéciales.

Estimer la quantité et la qualité des eaux souterraines est un exercice complexe et coûteux, qui dépasse les capacités de certains pays. En conséquence, une connaissance fiable des eaux souterraines manque dans de nombreuses parties du monde. Il existe aussi un manque sérieux d'expertise en gestion des aquifères.

Les eaux de surface et souterraines devraient être gérées de façon intégrée. Ceci signifie prendre à la fois en compte leurs liens physiques - quand l'une des deux se déverse dans l'autre - et l'ensemble des ressources en eau disponibles pour la planification. Ceci peut poser un problème pour la planification géographique. Le bassin versant de surface ne va généralement

pas correspondre à la zone de recharge en eau des aquifères. Le bassin versant devrait être la base de la planification car la plupart des utilisateurs le reconnaissent, et car l'eau de surface a beaucoup plus d'utilisations - parfois conflictuelles - que l'eau souterraine.

Les utilisateurs se sentent moins impliqués dans l'eau souterraine. Parce qu'elle est généralement invisible, on manque d'un sens de responsabilité collective à son égard. Il est difficile de créer des instances de gestion décentralisées et locales pour les eaux souterraines, parce que peu de gens sont conscients qu'ils utilisent la même nappe d'eau souterraine. Ainsi, il est recommandé que la gestion des eaux souterraines soit sous la responsabilité des autorités de haut niveau telles que des gouvernements et des agences de l'eau. Ils devraient s'assurer que les questions d'eau souterraine sont abordées dans le cadre d'une planification au niveau du bassin, et si nécessaire, organiser une coopération sur la gestion des eaux souterraines entre les organismes de niveau inférieur.

Il sera bien moins cher de m'acheter mes droits d'eau que de construire un barrage. Et en plus, la nature sera préservée.

—Japon

*Il n'existe pas de modèle unique d'organisation des services de l'eau.*

### **Etendre la formation et le renforcement des compétences**

La formation des professionnels de l'eau devrait être orientée vers une gestion holistique de l'eau et promouvoir les partenariats en gestion, y compris le travail avec les communautés. De plus, la recherche universitaire devrait répondre aux défis techniques et socio-économiques de la gestion de l'eau dans les pays en voie de développement.

Les pays en voie de développement ont développé des compétences et des expériences de valeur en gestion de l'eau. Par exemple, les associations de professionnels de l'eau offrent une connaissance et un savoir-faire énormes. Ces ressources doivent être valorisées, surtout dans les pays en voie de développement, pour mettre en place les meilleures pratiques pour tous les aspects de la gestion de l'eau.

### **Traiter les problèmes internationaux**

Les deux principaux types de coopération internationale en gestion de l'eau sont les activités des donateurs et des agences dans les pays en voie de développement, et la collaboration entre ces pays. Il faut absolument que les pays qui partagent un bassin versant ou un système d'eau souterraine, abordent la gestion intégrée des ressources à ce niveau (voir chapitre 3).

Bien que les donateurs et les agences variées aient fait un excellent travail sur l'eau dans les pays en voie de développement, certaines de leurs activités ont été critiquées. La plupart des activités des donateurs manquent de coordination. De plus, les donateurs se concentrent plus sur leurs propres priorités que sur celles des pays receveurs. Finalement, certains pays sont devenus trop dépendants des importantes contributions des donateurs, par exemple pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Ces remarques impliquent pour les donateurs qu'ils :

- s'assurent que les questions d'eau sont bien prises en compte dans les processus de planification des pays en voie de développement,
- continuent à financer les projets essentiels en matière d'eau, mais améliorent la coordination entre les projets, et répondent aux priorités de planification nationales et locales,
- facilitent les échanges entre les professionnels de l'eau dans les pays en voie de développement, aident à développer l'analyse de la pauvreté, la collaboration, et les compétences de lobbying des travailleurs du secteur de l'eau dans les pays en voie de développement.

### **Utiliser une large palette d'options pour fournir les services de l'eau**

Les services de l'eau touchent divers sous-secteurs, principalement l'agriculture (pour l'irrigation et le drainage), les ménages et l'industrie (pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement). Les différents défis et questions relatifs à ces services sont traités dans les chapitres successifs de ce rapport. Un grand nombre d'options sont disponibles, mais le choix de la meilleure option doit tenir compte des conditions locales.

La fourniture de services des eaux n'a pas besoin d'être un monopole naturel. La concurrence est de plus en plus possible, soit parmi les petits prestataires indépendants, en fixant des prix de référence et réglementant les équipements, soit en stimulant un environnement qui permette aux ONG et aux communautés de fournir les services. La concurrence nécessite des services décentralisés (donner du pouvoir et des ressources à des autorités locales), des réglementations appropriées, et le renforcement des compétences des communautés et des petits prestataires de services indépendants.

Les concepts d'implication du secteur privé et les partenariats publics/privés créent souvent des problèmes de compréhension. De plus, toute la gamme des initiatives non-

*De nombreux problèmes relatifs à l'eau pourraient faire l'objet d'une prévention par la réhabilitation et l'entretien correct des infrastructures existantes.*



gouvernementales (y compris l'initiative locale ou communautaire) est souvent ignorée, à cause de la crainte d'intervention d'entreprises de grande taille. Mais pour accroître l'efficacité, on devrait augmenter le nombre et la compétence des prestataires de service privés de toutes tailles.

Il n'y a pas de modèle de référence pour les services des eaux, et les débats pour savoir si l'on doit utiliser des prestataires publics ou privés n'abordent pas le sujet essentiel. L'objectif est d'arriver au fonctionnement le plus efficace, et effectif, adapté à la situation locale. La plupart des services des eaux sont encore publics, et il y en a de bons et de mauvais - tout comme il y a de bonnes et de mauvaises entreprises privées.

Appliquer les mêmes références et les mêmes réglementations aux prestataires privés et publics aide à contrer l'inefficacité inhérente à la nature du monopole des services des eaux (comme dans les systèmes agricoles ou urbains) et encourage l'adoption de bonnes pratiques. Les régulateurs doivent être forts, indépendants et bien financés.

La transparence et la responsabilité financière dans les institutions de gestion de l'eau contribuent à éliminer la corruption, mais elles ne suffisent pas. Les gouvernements doivent aussi promulguer et mettre en œuvre des lois, superviser les organisations publiques et privées, et développer des codes de conduite pour assurer leur probité. Les

organisations financières doivent fournir leur part d'efforts pour combattre la corruption.

### **Développer, gérer et entretenir les infrastructures**

Les chapitres sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement (chapitre 7), l'énergie (chapitre 8), et l'agriculture (chapitre 10) indiquent tous un manque d'infrastructures à grande échelle pour l'eau - réseaux de conduites, barrages de stockage, systèmes d'irrigation, et usines de traitement des eaux - ainsi que des infrastructures de petite échelle, telles que des systèmes individuels d'assainissement et les équipements de collecte d'eau de pluie pour les foyers.

De plus, de nombreux problèmes relatifs à l'eau pourraient faire l'objet d'une prévention par la réhabilitation et l'entretien correct des infrastructures existantes. De récentes privatisations de régies prouvent ce dernier point. Par conséquent, les réformes de l'eau doivent réhabiliter les systèmes délabrés, et on doit faire appel à tous les prestataires de services pour réaliser l'entretien systématique, suivant des normes répertoriées. Superviser un tel entretien sera une tâche importante pour les régulateurs. Certaines infrastructures existantes ne sont pas appropriées cependant, car les services qu'elles rendent ne compensent pas les dégâts sociaux et environnementaux qu'elles causent (voir chapitre 11).

Dans tous les sous secteurs de l'eau, une gestion et un entretien inadéquats des infrastructures causent des pertes d'infrastructures, un gaspillage d'argent, d'eau et d'énergie, accroît la pollution et menace la santé humaine et la sécurité. Une infrastructure efficace nécessite une formation de personnel opérationnel, une définition claire des responsabilités, et une allocation suffisante de ressources financières pour une gestion correcte. De tels efforts passent souvent inaperçus, car ils font partie du quotidien - mais ils sont très importants. Une bonne gestion des infrastructures pourrait économiser beaucoup des financements nécessaires pour atteindre les Objectifs de Développement pour le Millénaire (voir chapitre 6).

On devrait donner plus de poids aux solutions bon marché (telles que la récolte d'eau pluviale et l'assainissement écologique), et les nouvelles technologies (voir chapitres 7, 8 et 10). La désalinisation devient moins chère, grâce à des nouvelles technologies émergentes, et à la baisse des coûts de l'énergie. L'eau saumâtre autrefois inutilisable peut maintenant être purifiée, et le traitement des eaux maritimes pour les communautés côtières, ainsi que le traitement et la réutilisation des effluents, ont un meilleur rapport coût/rendement.

*La planification et le développement conjoints des ressources en eau pour des applications agricoles, municipales et industrielles, peuvent contribuer à optimiser l'utilisation et le recyclage de l'eau.*

### **Augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'eau**

Les systèmes fournissant l'eau agricole, industrielle et municipale sont souvent extrêmement inefficaces, occasionnant de lourdes pertes et du gaspillage. L'irrigation, qui utilise 70 à 80 % des eaux douces dans le monde, est le plus grand fautif. Ainsi, même de petites économies à ce niveau peuvent dégager de grandes quantités d'eau pouvant être utilisées autre part. Des systèmes de distribution municipaux gaspillent aussi beaucoup d'eau : des pertes de 50 % ou plus sont communes. Ce gaspillage d'eau est aussi un gaspillage d'autres ressources : de grandes quantités d'électricité sont utilisées pour pomper l'eau pour l'irrigation et l'approvisionnement des villes - dont une part importante est ensuite gaspillée.

Différents utilisateurs d'eau peuvent s'accommoder d'eaux de différentes qualités. L'eau de meilleure qualité doit être réservée à la consommation humaine ; l'industrie et l'agriculture peuvent se contenter d'une eau de qualité plus médiocre. Avec des garanties, les effluents traités des municipalités peuvent être utilisés par l'industrie et l'agriculture. Le traitement systématique et la réutilisation des eaux usées vont devenir un élément essentiel des stratégies de l'eau dans de nombreux domaines. La planification et le développement conjoints des ressources en eau pour des applications

agricoles, municipales et industrielles, peuvent contribuer à optimiser l'utilisation et le recyclage de l'eau.

Optimiser conjointement des usages variés, y compris par la gestion de la demande, est une première étape essentielle - et non la dernière - pour arriver à une utilisation de l'eau la plus efficace possible. De nouvelles ressources ne devraient pas être développées tant que celles qui existent n'ont pas été optimisées.

### **S'attaquer à la pollution de l'eau**

Il est possible de découpler le développement socio-économique et la dégradation de l'environnement - mais seulement en s'attaquant à la pollution de l'eau avec des règles et des réglementations, des outils économiques, le traitement des eaux usées, des incitations à une production propre par l'industrie, et d'autres mécanismes.

La nature ne possède pas une capacité infinie d'auto-épuration, et de grandes usines de traitement des eaux usées ne sont pas la seule option pour réduire la pollution. La gamme de systèmes alternatifs de traitement des eaux usées, y compris des eaux naturelles, s'enrichit rapidement (voir chapitre 7). Pour arriver à une qualité de l'eau localement acceptable, le défi est d'équilibrer les processus de traitement des eaux usées avec la capacité des communautés et

des entreprises à les payer et à les faire fonctionner, et avec la capacité des cours d'eau qui reçoivent les effluents à les absorber. Cette approche est possible, comme le montre un nombre croissant de communautés et d'entreprises.

On peut combattre la pollution industrielle avec une combinaison d'incitations et de pénalités. Mais le premier besoin est de réduire la pollution à la source, en appliquant une technologie plus propre (voir chapitre 6 pour les outils financiers et le chapitre 11 pour les techniques de production plus propres). Les gouvernements devraient faire davantage pour encourager la diffusion des technologies plus propres en fournissant une éducation et des incitations financières, et en appliquant le principe du pollueur-payeur. Il y a de plus en plus d'expertise sur la production propre, qui convient pour les grandes et les petites entreprises.

Trouver des solutions à la pollution agricole est plus complexe à cause de la vulnérabilité de certains agriculteurs. L'agriculture n'est pas seulement une activité qui rapporte : pour certaines personnes c'est toute la base de leur existence. En aucun cas, ni la pollution agricole, ni la pollution industrielle ne peuvent être résolues sans impliquer les secteurs agricoles et industriels qui en sont à l'origine.

*Des pays ont créé des instances représentatives pour produire des plans nationaux relatifs à l'eau, faire des propositions et renouveler les politiques et les réglementations.*



**Ce qui se fait**

La base de données des actions contient des centaines d'actions impliquant la gestion de l'eau et la réforme institutionnelle. Ces actions ont été cataloguées comme suit : promouvoir les réformes au niveau du pays, développer les réformes locales, accroître la prise de conscience et le renforcement des compétences, et faire avancer le dialogue et les évaluations internationales.

**Promouvoir les réformes au niveau du pays**

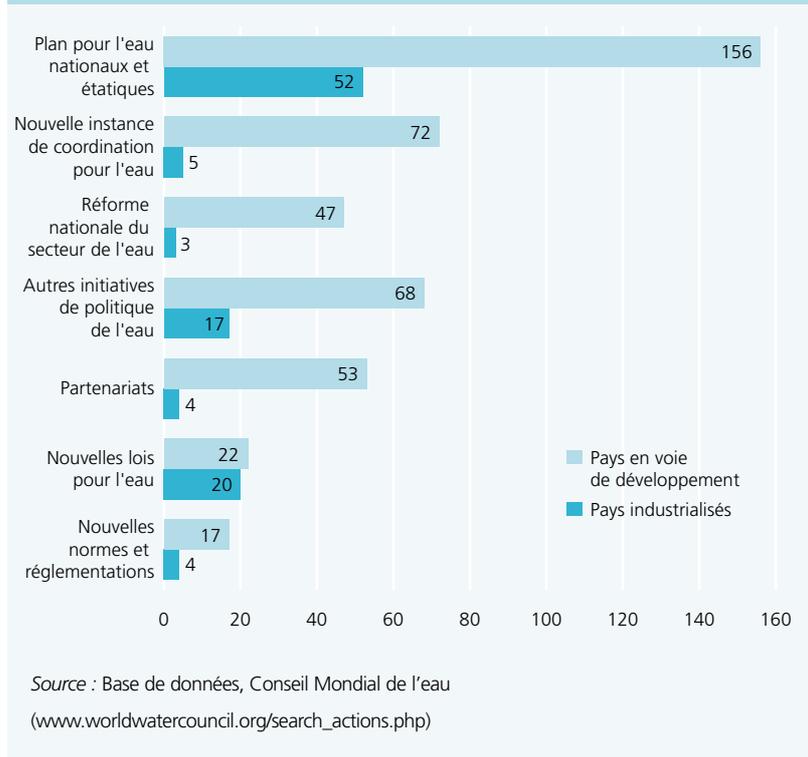
Les réformes des politiques de l'eau, des lois et des réglementations nationales impliquent toute une gamme d'activités (figure 2.1). La création d'instances suprêmes de l'eau inclut des entités représentatives et consultatives, ainsi que des agences exécutives. Les initiatives pour les politiques de l'eau impliquent des politiques sectorielles et de sous-secteur (comme les domaines de l'approvisionnement en eau et l'assainissement). Elles concernent à la fois des pays, et des états au sein de grands pays fédéraux (tel que l'Uttar Pradesh en Inde). Les partenariats offrent beaucoup d'exemples sur la façon dont les pays ont créé des instances représentatives pour produire des plans nationaux relatifs à l'eau, faire des propositions et renouveler les politiques et les réglementations, etc. Etablir un plan pour l'eau contribue à faire évoluer

le cadre nécessaire à une meilleure gestion de l'eau.

*Exemples d'Actions.* La nouvelle agence nationale de l'eau du Brésil (action 389) va développer une vaste gamme d'expertises en gestion de l'eau, tenant compte de l'énorme diversité des conditions hydro-géographiques du pays, y compris des cours d'eau transfrontaliers ; certains états (tel que le Ceara) sont des pionniers en matière de gestion de l'eau. Au Chili, la réforme du secteur de l'eau (action 139) a été menée par l'engagement total du

gouvernement pour développer une économie ouverte et orientée vers les exportations. Maintenant au dernier stade de ces nombreuses réformes, il fait partie de ces nombreux pays (avec notamment le Honduras et la Macédoine en Fédération Yougoslave), qui sont en train de décentraliser leur gestion de l'eau, en se basant sur le principe de la subsidiarité. Le nouveau Conseil national pour la sécurité de l'eau en Jordanie (action 170), présidé par le premier ministre, est une réponse au manque d'eau du pays et à sa situation dans une région d'agitation

**Figure 2.1 Actions prenant en compte des réformes au niveau des pays**



Les systèmes de planification urbaine inefficaces ont conduit à des inondations. Le système de drainage a été endommagé et la zone d'absorption de l'eau a été réduite. Ainsi l'eau ne pouvait être maîtrisée.  
—Indonésie

*Mettre en place une organisation de bassin est un processus long.*

politique. Et la Chine a introduit des procédures d'appels d'offres, de supervision des contrats et des mesures fortes anti-corruption (action 356).

Les partenariats stimulés par le "Partenariat Mondial pour l'Eau" (plusieurs dizaines sont dans la base de données) offrent de nouvelles façons d'impliquer les parties prenantes et d'améliorer la prise de décisions. Un autre exemple est le projet PREANDINO (programme régional pour la prévention et la réduction des risques ; action 2156), une plate-forme de coordination nationale dans les pays Andins qui fait la promotion de la prévention régionale des risques, et encourage la coopération entre les organisations internationales pour promouvoir plus d'investissements effectifs. Finalement, les plans pour l'eau sont devenus quelque chose de courant en Asie, et leurs activités de suivi stimulent des actions supplémentaires.

*Réguler la répartition de l'eau.* Un certain nombre de pays ont développé des réglementations pour allouer de l'eau à diverses fins. De telles réglementations devraient être flexibles, refléter le climat, la saison, et la situation socio-économique. La Politique nationale de l'eau en Inde (action 833) montre des manières intéressantes de choisir les priorités pour l'usage de l'eau. Des approches générales à ces réglementations incluent :

- accroître les allocations pour l'environnement et pour les personnes pauvres, avec un usage sélectif des mécanismes de prix pour en faciliter l'acceptation.
- se reposer, dans certains pays, sur les directives souples plutôt que sur des règles strictes.
- mettre en œuvre des politiques de contrôle de la pollution, comprenant le principe du pollueur-payeur;
- donner la priorité à des usages spécifiques de l'eau en temps de pénurie - par exemple, le détournement de l'eau prévue pour l'irrigation vers l'approvisionnement urbain en Jordanie (action 170).

*Mise en œuvre des marchés de l'eau et allocation des droits de l'eau et des habilitations.* La mise en œuvre de marchés de l'eau où les droits sont alloués, est une autre façon d'allouer l'eau selon les secteurs et les utilisations. Les droits de l'eau commercialisables existent depuis longtemps dans certains pays. De nouvelles actions dans ce domaine sont entreprises en Australie (action 595), en Chine (action 384) et au Sri Lanka (action 292). De plus, une nouvelle approche implique d'allouer les droits d'utilisation de l'eau à l'environnement (action 1076, au Texas, Etats Unis).

Qu'un système de marché permette une allocation satisfaisante de l'eau n'est pas assuré. En Australie, la commercialisation des droits est régulée par la Commission

de l'Eau et des Rivières (action 595), qui peut refuser des tractations si elles risquent de conduire à des impacts inacceptables sur l'environnement ou sur d'autres utilisateurs.

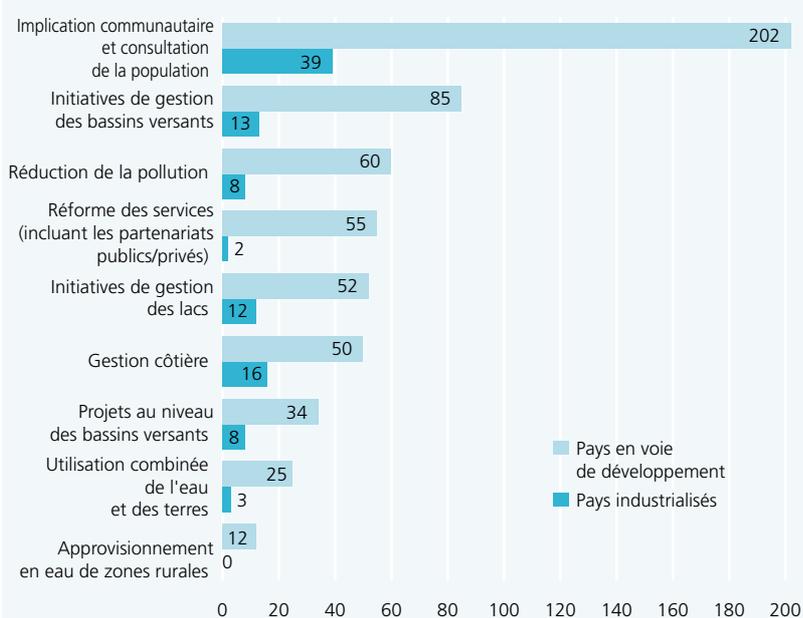
*Créer un environnement favorable à de meilleurs services des eaux.* Les actions répertoriées sur ce thème concernent tout le secteur de l'eau potable et de l'assainissement et sont étudiées au chapitre 7.

*Gestion Régionale de l'Eau.* Les groupes économiques régionaux ont proposé des politiques de l'eau au niveau régional (voir chapitre 4). La Directive-Cadre sur l'Eau de l'Union Européenne (action 1169) procure une législation régionale très complète sur l'eau, qui sera traduite dans les lois nationales d'ici 2004. La Communauté de Développement d'Afrique Australe s'occupe aussi des questions d'eau au niveau régional (actions 320, 792, 1861). Le Nouveau Partenariat pour l'Afrique s'est engagé à accélérer les projets de ressources en eau (action 423).

*Des mécanismes financiers sont mis en place pour partager les bénéfices de l'eau entre l'amont et l'aval.*

**Nous essayons de préserver les forêts au sein des bassins de rivière pour protéger notre approvisionnement en eau, mais les propriétaires de forêts les exploitent. Nous devons leur garantir d'autres moyens de s'assurer un revenu.**  
—Argentine

**Figure 2.2 Actions impliquant des réformes locales**



Source: Base de données, Conseil Mondial de l'Eau ([www.worldwatercouncil.org/search\\_actions.php](http://www.worldwatercouncil.org/search_actions.php))

### Développer des réformes locales et la gestion par bassin.

Les réformes locales de projets et d'institutions vont de la création d'organisations de gestion de lacs et de bassins versants, à la réorientation des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement (voir chapitre 7) ou à la sensibilisation de la communauté et des projets de consultation de la population (figure 2.2). Des initiatives de contrôle de la pollution ont aussi été observées, ainsi que des programmes s'occupant des liens entre les zones côtières et les

hydrosystèmes d'eau douce.

*Créer des organisations de bassins versants et promouvoir la gestion au niveau du bassin.* Depuis 2000, de nombreux pays ont adopté le principe de gestion de l'eau au niveau du bassin dans leur législation, principalement en Afrique, Asie et Europe de l'Est. Bien que ce principe soit largement accepté, ce n'est pas une priorité dans tous les pays. De nouvelles organisations de bassins ont été créées dans plus de 25 pays, souvent comme organisations pilotes. La plupart des comités de bassins ont été

créés par initiative gouvernementale dans des cadres institutionnels, mais il y a peu d'exemples d'approches locales participatives. Le Brésil a utilisé les deux approches ; des comités de bassins et des agences de l'eau sont créés pour soutenir les organisations municipales (actions 866, 1712).

Créer une organisation de bassin est un long processus (action 955 sur le bassin Paranaíba, Brésil), particulièrement si cela implique d'instaurer le dialogue entre toutes les parties prenantes. La présence d'une instance neutre disposée à investir du temps et de l'énergie est un facteur important dans ce processus (action 389 sur l'Agence Nationale de l'Eau du Brésil, action 1963 sur le rôle de l'agence de bassin en France). Ce processus est encore plus compliqué au niveau transfrontalier (voir chapitre 3).

De nombreuses organisations de bassins versants cherchent encore leur financement. L'expérience en France a montré que les agences de bassins s'en sortent bien en tant qu'instances législatives agréant des objectifs de gestion à long terme, mais d'autres systèmes doivent être trouvés pour financer et exécuter les plans et les projets (habituellement ce sont les autorités locales qui tiennent ce rôle). On a peu de références dans la base de données des actions pour savoir comment les organisations de bassins sont passées de la consultation à l'action.



*Des efforts sont faits pour trouver des solutions plus écologiques et socialement acceptables sur une petite échelle, ou pour faire un meilleur usage des infrastructures existantes*

Cependant, des mécanismes de financement ont été mis en place pour gérer les problèmes d'eau en amont et en aval (action 1810 au Costa Rica, action 1841 au Japon, action 1941 en République de Corée).

*Planifier la gestion de l'eau.* La plupart des plans de gestion de l'eau à objectifs multiples dans la base de données des actions ont été développés au niveau du bassin. Ces plans vont des petits bassins versants aux rivières internationales, en incluant la gestion de bassins de lacs. Les approches varient dans leurs niveaux de participation des usagers, et dans leurs réponses au défi de gestion intégrée des ressources en eau.

L'initiative du bassin Darling-Murray en Australie (action 460) est un des programmes de bassins intégrés les plus vastes du monde et les plus sophistiqués. Mais les approches durables et communautaires de gestion de petits bassins versants se sont aussi montrées fructueuses - et sont même entrées dans une phase de réplication en Inde (action 1536). Pour les grands bassins versants, les actions tendent à se concentrer sur la définition des objectifs généraux et de directives pour l'action. A tous les niveaux, les investissements pour la collecte de données, la sensibilisation et la l'établissement de relations de confiance sont importants (action 1845, gestion du bassin versant de la rivière Moquegua-Oslore au Pérou).

La connaissance détaillée d'un bassin versant est une condition préalable pour sa gestion efficace. Beaucoup d'actions pour améliorer une telle connaissance sont en cours, bien que seules celles qui concernent les plus grands bassins, sont répertoriées dans la base de données des actions (telles que l'action 43, sur l'unité de gestion de l'eau du bassin Oka en Russie). En Belgique, la connaissance sur les bassins a été améliorée et la participation stimulée, en laissant les habitants d'un bassin rassembler les données nécessaires (action 635).

Des initiatives variées sont en train de développer des méthodologies et des outils de planification des bassins. Une des plus importantes est la Directive Cadre sur l'Eau de l'Union Européenne, qui fait la promotion de l'efficacité économique dans la conception des plans de gestion de bassins. Des systèmes d'aide à la décision sont développés pour beaucoup de bassins versants, leur permettant de simuler des mesures différentes de gestion de l'eau sur un bassin, aquifère ou lac particulier (action 1323, Baie de Guanabara au Brésil).

*Développer et gérer des infrastructures pour l'eau à grande échelle.* Beaucoup de pays sont impliqués dans de vastes projets de développement de l'eau pour l'irrigation, l'énergie hydroélectrique ou les transferts inter-bassins. Des exemples incluent l'Algérie (Barrage Taksebt, action 972), la Chine (Fleuve Jaune et

projets de détournement Nord-Sud de l'eau, action 361), l'Egypte (Canal El-Salam action 189), le Maroc (alimentation en eau de Oujda, action 1200), l'Afrique du Sud et le Lesotho (projet des hauts plateaux du Lesotho, action 315), et la Syrie (alimentation en eau de Damas, action 838).

Ces projets ont pour but d'allouer l'eau en accord avec les profits nationaux escomptés. Mais la résistance locale à ces projets est en train de croître, organisée et soutenue par les ONG locales et internationales. A cause de cette résistance qui se développe, les banques de développement régionales sont devenues réticentes à prêter de l'argent pour de tels projets.

Un mouvement est en cours pour reconsidérer les droits de l'eau, pour donner aux communautés davantage d'habilitation à utiliser l'eau dans toutes ses valeurs (action 1532, droit à l'initiative de l'eau). De plus, des études d'impact environnemental sont davantage utilisées pour atténuer les effets négatifs des barrages. D'autres actions ont essayé d'atténuer les effets négatifs des infrastructures existantes, particulièrement en redonnant aux rivières leur débit écologique normal (voir chapitre 11). Des ONG tentent de tenir un rôle de médiateur entre les parties (action 133 sur le barrage Yacyreta en Argentine, action 1622 sur les plaines d'inondation d'Ewoso au Kenya).

*La gestion intégrée de l'eau urbaine prend de l'importance.*

**Sans nouveaux projets de développement l'eau est un problème majeur dans notre pays.**  
—Iran

Cependant il est difficile d'arriver à des solutions mutuellement acceptables (voir efforts sur le Barrage Bujagali en Ouganda , action 289). Des efforts sont faits pour trouver des solutions plus écologiques et socialement acceptables sur une petite échelle, ou pour faire un meilleur usage des infrastructures existantes (actions 1525 et 1815 sur la gestion communautaire des bassins versants, incluant la construction de petits barrages en Inde, l'action 1554 sur les installations hydroélectriques de petite taille au Népal, et l'action 139 sur l'utilisation efficace des infrastructures existantes au Japon ). De telles approches peuvent être préférables si tous les coûts et les bénéfices sont pris en compte, incluant la remise accordée pour les bénéfices futurs. D'autres choses sont aussi importantes, comme le dialogue permanent, la formation, et la connaissance des arguments mutuels entre partisans et opposants aux grands projets, de façon à ce que tout le monde ait une vue objective de leurs bénéfices et de leurs inconvénients.

*Partager l'eau entre ses différentes utilisations.* Différents usages de l'eau peuvent être en conflit, et le défi est de préserver les différentes fonctions de manière acceptable. Par exemple, l'extraction de graviers dans le lit des rivières est habituellement en sérieux conflit avec le fonctionnement des écosystèmes, car il détruit les plaines d'inondations intéressantes. Mais dans des rivières complètement canalisées -

celles dont on a redressé le lit - il est parfois possible de restaurer les plaines d'inondation semi-naturelles en remodelant les berges d'une façon plus naturelle, qui permette l'extraction de graviers. Une telle solution est doublement gagnante pour l'industrie d'extraction de graviers et l'écosystème.

Un autre exemple vient des conflits entre l'agriculture et le fonctionnement de l'écosystème ou la protection contre les inondations. Par exemple, la déforestation et de mauvaises pratiques de labour dans des bassins versants de montagne, conduisent à l'érosion du sol, la destruction de l'écosystème et un

risque plus élevé d'inondation. Mais il est possible de développer une agriculture durable sur de tels bassins versants, qui permet la protection de l'agriculture et la combine avec la préservation des écosystèmes et avec la réduction des risques d'inondation. Des exemples se trouvent dans les programmes des restauration des bassins versants en Amérique du Sud et Centrale (actions 124, 1833, 2124) , en Asie (actions 491, 1308, 1525), et en France (action 2451).

Certaines actions ont essayé de partager l'eau entre des utilisations apparemment conflictuelles (tableau 2.1). La plupart sont conçues pour restaurer le

**Table 2.1 Actions partageant l'eau selon des besoins potentiellement conflictuels**

Utilisations	Nombre d'actions
Ecosystèmes et agriculture	46
Agriculture et production d'eau potable	35
Ecosystèmes et production d'eau potable	21
Ecosystèmes et production d'énergie	15
Fonctions sociales et production d'énergie	10
Agriculture et récréation	9
Ecosystèmes et barrages multifonctionnels	7
Ecosystèmes et récréation	5
Agriculture et production d'énergie	5
Fonctions culturelles et barrages multifonctionnels	3

*Note:* Les fonctions sociales incluent les conditions de vie des populations locales. La production économique se réfère aux mines, à l'industrie etc. Ces données n'indiquent pas combien de solutions doublement gagnantes ont été finalement obtenues.

*Source:* Banque de données Conseil Mondial de l'eau ([www.worldwatercouncil.org/search\\_actions.php](http://www.worldwatercouncil.org/search_actions.php))



*Les responsables de l'eau doivent être entraînés et formés pour être des modérateurs efficaces et tous les participants doivent être formés à la réflexion stratégique.*

fonctionnement des écosystèmes, et beaucoup visent à réconcilier l'agriculture et l'environnement. Certaines essaient de réconcilier plus de deux fonctions. Par exemple, le Programme de Recherche RIPARWIN de l'Institut International de gestion de l'eau (action 1366) vise à développer des manières de combiner les systèmes d'irrigation avec les systèmes dédiés à l'énergie, aux écosystèmes, à l'eau potable et à la récréation.

*Améliorer la gestion des nappes phréatiques.* Le besoin de gérer les eaux souterraines de façon durable est apparu plus tard que pour les eaux de surface, bien que des associations d'utilisateurs pour l'irrigation aient été créées il y a de nombreuses années dans certains pays (Mexique, Espagne). Des nouvelles organisations de bassins versants incluent la gestion des eaux souterraines, visant une gestion intégrée des ressources en eau. Mais il se pourrait que cette approche ne soit pas appropriée, si plusieurs bassins versants sont situés sur le même aquifère. Le Partenariat de l'eau du delta Indus au Pakistan (action 276) inclut un objectif spécifique pour gérer la quantité et la qualité des eaux souterraines peu profondes. L'aquifère de la Beauce en France (action 1966) est un des exemples de gestion partagée des eaux souterraines.

*Viser une gestion intégrée de l'eau dans les zones urbaines.* Le concept de gestion intégrée des ressources en eau dans les zones urbaines (parfois appelé

gestion intégrée de l'eau urbaine) est de plus en plus reconnu. De nombreuses actions de l'eau combinent de telles activités comme la gestion de la demande en eau, le recyclage de l'eau, la gestion des eaux usées ménagères et industrielles, la restauration et la création de zones naturelles, l'amélioration du niveau de vie, et la gestion des eaux pluviales et l'évacuation des crues en zone urbaine (action 734 en Australie, action 1663 en France et action 1965 aux Pays-Bas)

*Promouvoir la décentralisation et la participation.* Des efforts considérables ont été faits dans le monde pour mettre les personnes au centre des questions sur l'eau - particulièrement en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement, de gestion des écosystèmes et de gestion des bassins. De nombreuses actions pour l'eau essaient de décentraliser la gestion de l'eau et d'augmenter la participation des utilisateurs. De telles actions combinent l'action au niveau national (changements réglementaires et institutionnels) avec la formation et la responsabilisation des communautés. En Inde le gouvernement du Maharashtra est en train de transférer le contrôle de la gestion de l'irrigation aux agriculteurs de l'état (action 235) - une première pour les associations des utilisateurs d'eau en Inde. Au Botswana, et en Namibie le projet du bassin Okavango accroît la participation des communautés riveraines pour la planification et la gestion du bassin (action 316).

Un problème que l'on rencontre souvent avec la décentralisation, est que l'accroissement des responsabilités locales ne s'accompagne pas d'allocation supplémentaire de ressources. De plus les approches participatives n'ont pas toujours été à la hauteur de leurs promesses. Il n'est pas suffisant pour toutes les parties prenantes de s'asseoir à la même table et de se parler. Premièrement, il y a le risque qu'un groupe soit plus puissant et se fasse plus entendre que les autres, déséquilibrant le centre des intérêts. Deuxièmement, beaucoup de parties prenantes n'ont pas de capacité de négociation suffisante, pour arriver à des accords et à prendre des décisions conjointes. Pour améliorer cette capacité, les responsables de l'eau doivent être entraînés et formés pour être des modérateurs efficaces et tous les participants doivent être formés à la réflexion stratégique. De tels efforts peuvent être appuyés par la connaissance qui nous vient des sciences sociales, et les outils d'aide à la décision mais leur recours doit encore être favorisé.

*Des organisations externes procurent aussi des opportunités pour rassembler les personnes, pour échanger leurs expériences et améliorer ensemble la compréhension des problèmes de l'eau et la manière d'y répondre.*

**Sensibiliser et renforcer les compétences**

Démarrer et tenir le rythme de toutes les réformes nécessaires en matière d'eau va nécessiter toute une gamme d'activités supplémentaires ; notamment des campagnes et des programmes de sensibilisation sur les réformes, et la formation qui les accompagnent : études, recherches, évaluations, et informations pour identifier les problèmes et les priorités, et pour allouer efficacement les ressources à toutes ces activités. Mais aussi les outils et les dispositifs pour améliorer la gestion de l'eau, y compris le renforcement des compétences, le renforcement des institutions, de meilleures pratiques, et la normalisation.

De nombreuses actions de ce type sont en cours (figure 2.3). Les campagnes et les programmes de sensibilisation ont inclut des initiatives importantes sur l'hygiène des ménages et la protection de l'environnement. Des études, recherches et estimations ont couvert une variété de problèmes comme les eaux souterraines, l'irrigation, la salinité, la collecte d'eaux de pluie, la gestion de la demande, la biosécurité et les systèmes d'égouts. Les aides à la gestion recouvrent le renforcement des compétences, la création de normes, et les techniques de gestion.

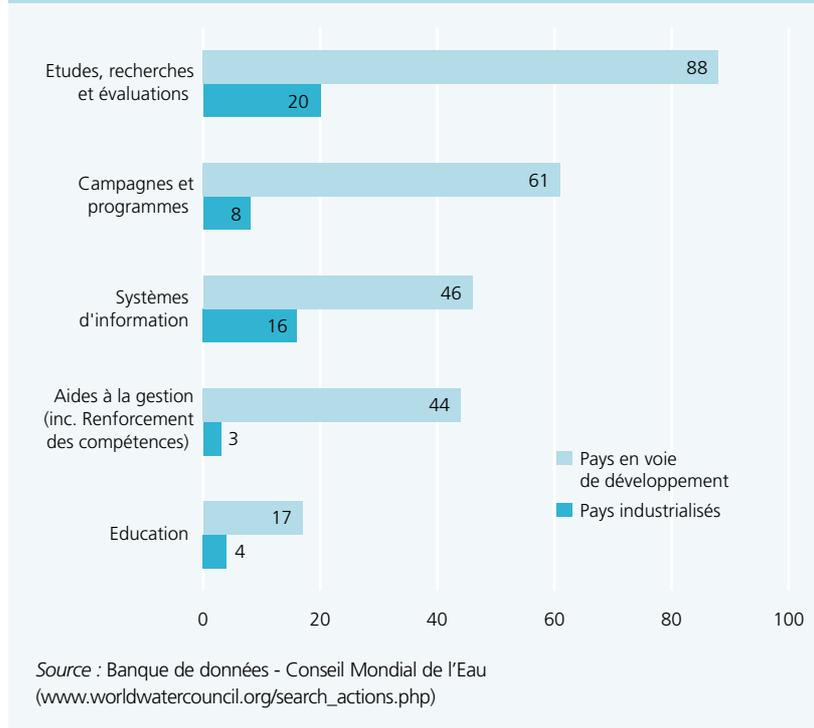
Parmi ces aides à la gestion, la Boîte à Outils du Partenariat Mondial de l'Eau pour une gestion intégrée des ressources en eau (action 64), et le projet de la Banque Mondiale de normalisation pour le drainage et l'irrigation (action 441) fournissent des techniques valables et pratiques.

**Faire avancer le dialogue et les évaluations au niveau international**

Les pays en voie de développement doivent faire face non seulement à des

pressions internes pour des réformes de secteur de l'eau, mais aussi à des pressions externes d'agences multilatérales et bilatérales, d'ONG et d'autres sources. Mais ces organisations externes font davantage que juste faire pression pour le changement. Elles procurent aussi des opportunités pour rassembler les personnes, pour échanger leurs expériences et améliorer ensemble la compréhension des problèmes de l'eau et la manière d'y répondre. Vingt six actions (21 d'entre elles sont dans des pays en voie de développement) impliquent le dialogue et 19 impliquent

**Figure 2.3 Actions pour l'eau impliquant le renforcement de la prise de conscience et des compétences**





*Les réformes amènent-elles l'eau à être le centre de la planification et une priorité ?*

des évaluations et des rapports internationaux.

*Élargir les dialogues.* Les dialogues internationaux sur l'eau sont positifs car ils rassemblent des personnes qui ont des vues différentes sur le sujet, leur permettant de partager et de comparer les données, les réflexions et les idées ; ils servent ainsi à guider les actions et à les faire avancer. Par exemple, le Dialogue sur l'Eau et le Climat (action 71) vise à mieux exploiter pour le secteur de l'eau les connaissances des experts internationaux des sciences de la Terre, qui travaillent sur la gestion des risques (voir chapitre 5).

Le Dialogue sur l'Eau, la Nourriture et l'Environnement (action 70) examine la manière de fournir à tout le monde les calories et l'alimentation qui conviennent. La FAO annonce que l'on peut répondre aux besoins futurs en nourriture, mais ceci nécessitera apparemment que l'on utilise une part encore plus grande des eaux douces du monde pour l'agriculture - qui en utilise déjà 70 à 80 % (voir chapitre 10). Le Dialogue sur la Gouvernance effective (action 607) vise à améliorer les communications entre les hommes politiques, d'autres décideurs, des responsables de l'eau et les utilisateurs d'eau, et à leur montrer qu'une gestion des ressources intégrée est réalisable.

*Publier des estimations.* Plusieurs initiatives d'évaluation globale ont été lancées récemment, incluant le Programme Mondial d'Évaluation des Ressources en Eau (action 61), l'évaluation mondiale des eaux internationales (action 63), et l'évaluation des écosystèmes du Millénaire (action 62). L'évaluation globale de l'eau et de l'assainissement (action 88), sponsorisée par l'Organisation Mondiale de la Santé et l'UNICEF, est un essai pour mieux comprendre la part de la population mondiale qui manque encore de services acceptables en eau et assainissement. Mais comme pour de nombreuses estimations internationales, on se trouve face à des questions sur la qualité et la fiabilité de certaines de ces données. Dans un autre essai lié aux Objectifs de Développement pour le Millénaire (action 1948), les Nations Unies ont créé un groupe de travail pour superviser le progrès des communautés sur les objectifs d'approvisionnement en eau et d'assainissement (action 2361).

### Ce qu'il reste à faire

Bien qu'un grand nombre de réformes de la gestion de l'eau soient en cours, ces efforts soulèvent de sérieuses questions - et l'analyse de ce chapitre suggère des réponses :

- Les réformes vont-elles produire les changements nécessaires pour accélérer les améliorations de la gestion de l'eau? C'est trop tôt pour le dire. Des expériences de changement d'organisation indiquent qu'il faut au moins cinq ans - et parfois plus - pour qu'une entité réorganisée devienne efficace.
- Les réformes amènent-elles l'eau à être le centre de la planification et une priorité ? Dans certains pays, oui. Mais dans d'autres - particulièrement là où c'est le plus nécessaire - probablement non.
- Est-ce que le savoir-faire généré par les activités internationales se fait ressentir jusqu'aux personnes qui vivent dans les pays en voie de développement, et qui en ont vraiment besoin ? C'est difficile à savoir de façon sûre, mais il y a de fortes raisons de croire que cela n'est pas assez efficace.
- Est-ce que le monde fait le meilleur usage des expériences locales de valeur en matière de réformes de l'eau, en termes de partage avec les pays qui rencontrent des défis similaires ? Pas autant qu'il pourrait et devrait, bien que il y ait de



nombreux récits de réussites montrant comment les choses peuvent être faites.

- Est-ce que les pays en voie de développement ont vraiment la capacité d'améliorer radicalement leur gestion de l'eau ? Les opinions varient, mais en général les pays n'ont pas autant de capacités qu'ils devraient en avoir.
- Est-ce que les activités des donateurs dans les pays en voie de développement sont appropriées aux besoins et aux priorités des pays ? Pas vraiment, bien que du bon travail ait été fait.

Par conséquent, bien que les réformes suivent leur cours, il n'y a pas d'assurance qu'elles soient suffisantes, assez efficaces, ni qu'elles arrivent au bon moment, pour répondre aux besoins prioritaires - y compris les Objectifs de Développement pour le Millénaire. Ainsi, davantage doit être fait, et plus rapidement. Les activités des donateurs doivent être plus ciblées, mieux coordonnées et dirigées entièrement vers les besoins prioritaires des pays receveurs. De plus, les manques de compétences doivent être traités par un programme des donateurs radicalement étendu et coordonné qui :

- fournisse des résumés rapides, détaillés et coordonnés du rôle de l'eau dans le développement, pour les personnes et les organisations-clé impliquées dans la planification et la

fixation des priorités.

- aide les pays en voie de développement à mener des analyses sur la pauvreté en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et sur l'eau pour l'agriculture, l'existence et les écosystèmes.
- aide à concevoir des stratégies et des plans, dans un cadre où tenant compte de processus de planification générale, et où l'on intègre les questions de discrimination entre sexes. Les plans devraient incorporer les dernières prédictions de catastrophes climatiques qui pourraient affecter les ressources en eau.
- renforce les compétences pour les deux objectifs prioritaires mentionnés ci-dessus, et pour les besoins à long terme en gestion de l'eau dans ces pays.
- aide en matière de financement et de fonds nécessaires.
- facilite l'échange d'expériences raisonnées et de bonnes pratiques dans les pays en voie de développement, en matière de réformes et de planification nationale, qui incorpore tous les sous-secteurs, et favorise la responsabilisation et l'implication des communautés.

Un programme comparable est nécessaire pour les eaux transfrontalières (voir chapitre 3).

Compte tenu de ces demandes considérables, on devrait réfléchir sur la fixation de priorités et la coordination des activités des donateurs. Des efforts devraient se concentrer sur des pays où la pauvreté et les maladies liées à l'eau et les catastrophes naturelles sont particulièrement présents, mais là où il existe un potentiel d'amélioration prometteur. De plus, les donateurs devraient chercher des situations, où une réduction de la pauvreté et un développement socio-économique raisonnablement rapides pourraient être atteints avec un surcroît d'assistance. Finalement, plutôt que de se concentrer uniquement sur certains pays, pour développer les compétences, les donateurs devraient essayer de travailler avec des groupes de professionnels de différents pays (bien que l'idéal soit d'avoir des origines sociales, économiques, et culturelles similaires), et de créer des réseaux à travers lesquels ils peuvent partager leurs expériences.

Des formations continues sont nécessaires pour les professionnels de l'eau pour transmettre les nouvelles approches pour l'eau et le développement, la gestion holistique de l'eau, la gestion financière, la réglementation, le fonctionnement et l'entretien, et le travail avec les communautés. De nombreuses formations sont aussi nécessaires pour aider les gouvernements locaux à améliorer la gestion de l'eau et pour accroître l'implication des communautés.

**La communauté internationale a besoin de travailler avec des centres spécialisés dans les pays en voie de développement.**

Les efforts pour promouvoir l'égalité des sexes ont encore beaucoup de chemin à faire.

La communauté internationale a besoin de travailler avec des centres spécialisés dans les pays en voie de développement, et de les aider à identifier les meilleures pratiques, les normes appropriées et les programmes de formation à élargir - et ensuite à les disséminer largement. Certains pays (Brésil, Chine, et Inde) ont de l'expérience et des kits de formation qu'ils ont utilisé pour renforcer les compétences de leur personnel de l'eau. Ce type d'expertises solides et pratiques devrait être synthétisé et appliqué ailleurs.

Finalement, les projets réussis de responsabilisation des communautés dans le secteur de l'eau devraient être l'objet d'une vaste publicité, et les programmes développés pour aider les gouvernements locaux et nationaux devraient mettre en œuvre les meilleures pratiques basées sur ces expériences.

### Références

- Cosgrove, William J., and Frank R. Rijsberman (for the World Water Council). 2000. *World Water Vision: Making Water Everybody's Business*. London: Earthscan.
- GWP (Global Water Partnership). 2002. "Toolbox: Integrated Water Resources Management." Delft, the Netherlands. [Retrieved in November 2002 from [www.gwp.ihe.nl/wwwroot/GwpORG/handler.cfm?event=infoWhyToolbox&targetFrame=top&.](http://www.gwp.ihe.nl/wwwroot/GwpORG/handler.cfm?event=infoWhyToolbox&targetFrame=top&.)]
- International Conference on Freshwater, Bonn. 2001. "Water—Key to Sustainable Development: Recommendations for Action." [Retrieved in January 2003 from [www.water-2001.de/](http://www.water-2001.de/)].
- Rogers, Peter. 2002. "Water Governance in Latin America." Paper presented at an Inter-American Development Bank workshop on Strategic Issues of Water Use and Management in Latin America and Caribbean, March, Fortaleza, Brazil.
- United Nations. 2002. "Plan of Implementation of the World Summit on Sustainable Development." [Retrieved in January 2003 from [www.johannesburgsummit.org/html/documents/undocs.html.](http://www.johannesburgsummit.org/html/documents/undocs.html.)]
- WaterAid. 1996. "Community Participation." Development Issue Sheet. London. [Retrieved in January 2003 from [www.wateraid.org.uk/site/learn\\_zone/teachers/general\\_resources/91.asp.](http://www.wateraid.org.uk/site/learn_zone/teachers/general_resources/91.asp.)]
- . 2001. "Poverty Reduction Strategy Papers and Water: Failing the Poor?" Discussion Paper. London. [Retrieved in January 2003 from [www.wateraid.org.uk/site/in\\_depth/current\\_research/400.asp?keyword=poverty%20reduction%20strategy%20papers\].](http://www.wateraid.org.uk/site/in_depth/current_research/400.asp?keyword=poverty%20reduction%20strategy%20papers].)
- World Bank. 2002. "Water Resources Sector Strategy: Strategic Directions for World Bank Engagement." Agriculture and Rural Development Department. Washington, D.C.
- World Commission for Water in the 21st Century. 2000. *World Water Vision, Commission Report—A Water Secure World: Vision for Water, Life, and the Environment*. London: Earthscan.